

*Questions orales*

**M. Mulroney:** Pourquoi pas la semaine prochaine? «Organisons un débat d'urgence l'an prochain», disent-ils.

**M. Chrétien:** Non. Tout de suite. Assoyez-vous et commençons.

**M. Mulroney:** C'est ce qu'on appelle pour les libéraux avoir de la suite dans les idées! A ce propos, je renvoie mon collègue à ce qu'il a déclaré le 26 juin, au nom du gouvernement. «Le régime d'allocations familiales comprend le crédit d'impôt pour enfant. On peut répartir l'argent qui est présentement contenu dans le système d'enveloppe. C'est une question que nous examinons». C'est ce qu'ils examinaient, mais ils n'en ont jamais parlé au public canadien. Voilà leur programme secret. Ils étaient alors au pouvoir et nous nous nous efforçons de remettre les choses en place.

**Des voix:** Bravo!

ON DEMANDE QUE LE MINISTRE PARAISSÉ À UNE ÉMISSION DE TÉLÉVISION

**L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury):** Monsieur le Président, le très honorable premier ministre a mal rapporté les propos de mon chef et d'autres députés de mon parti. Nous n'avons jamais la possibilité de nous justifier. Cette déclaration est citée hors contexte.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Frith:** Le premier ministre va-t-il donner l'ordre à son ministre de la Santé de paraître à l'émission *The Journal* ce soir—nous devons l'enregistrer à 16 heures.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Frith:** Votre propre ministre de la Santé a refusé de débattre la question. Pourquoi ne pas jouer cartes sur table?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** A l'ordre. Soit dit en toute déférence, la présidence ne peut pas entendre la question lorsque les députés de l'autre côté de la Chambre font également autant de bruit. Pouvez-vous répéter la question, je vous prie je ne l'ai pas entendue.

**M. Frith:** Le premier ministre va-t-il autoriser la tenue d'un débat d'urgence, à 15 heures aujourd'hui? Il vaudrait mieux qu'il publie les Livres blancs sur les allocations familiales et la sécurité de la vieillesse pour que les Canadiens comprennent bien les tenants et les aboutissants du débat et qu'ils aient une idée de votre programme secret.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Je sais que cette question revêt un certain caractère d'urgence pour mon collègue puisqu'il a parlé de Radio-Canada. Au cours de l'émission Question Period, de CTV le chef du parti libéral a déclaré le 18 novembre dernier que la politique de son parti était favorable à l'universalité pour le moment.

**M. Chrétien:** Oui ou non.

**M. Mulroney:** Nous sommes en faveur de l'universalité non pas pour le moment, mais en permanence. C'est là la différence entre conservateurs et libéraux.

**Des voix:** Bravo!

• (1440)

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, le chef de l'opposition prétend être en faveur de l'universalité pour le moment et vous parlez de Radio-Canada. Nous défendons le principe de l'universalité en permanence, que ce soit sur les chaînes Global, CTV, Radio-Canada, réseau anglais ou français, et TVA.

**Des voix:** Bravo!

## L'UTILISATION DE LA TAXE SUR LE REVENU

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, j'aimerais si je le puis poser une question au premier ministre. Il est très difficile, comme le premier ministre le comprendra sûrement, de savoir au juste ce que le gouvernement a en tête d'une certaine façon. Le ministre des Finances a dit le 17, en réponse à une question, que le gouvernement avait l'intention d'imposer certaines prestations versées aux titulaires de revenus supérieurs, au profit des catégories inférieures. Y a-t-il eu un changement par rapport à sa déclaration de la semaine dernière, où il a dit que le gouvernement avait l'intention de le faire non seulement à l'égard des catégories de revenus supérieures, mais aussi des catégories moyennes?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, il importe, je pense, que mon honorable ami écoute très attentivement . . .

**M. Deans:** Je ne fais que cela.

**M. Mulroney:** . . . la question et la réponse faites à sa propre spécialiste de la politique sociale.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Permettez-moi de la citer: «Seriez-vous disposée à imposer les Canadiens à revenus élevés, pour avoir plus d'argent dans le régime?» Voici ce qu'a répondu la députée de Vancouver-Est: «Nous serions disposés à les imposer, et à récupérer fiscalement leur pension de sécurité de la vieillesse également.» Le NPD veut détruire la sécurité de la vieillesse, mais pour cela il faudra qu'il nous passe sur le corps. Chaque fois que vous essaieriez d'enlever cela aux personnes âgées, il faudra d'abord que vous nous passiez sur le corps. Cela je vous le garantis.

**Des voix:** Bravo!

**M. Deans:** Monsieur le Président, le premier ministre ignore-t-il que si j'avais voulu interroger la députée de Vancouver-Est, je n'aurais eu qu'à me tourner pour lui poser la question?